

Une légende à revoir : l'ouvrier du bâtiment brésilien sans feu ni lieu

Alain MORICE*

L'IMAGE NÉGATIVE DU MIGRANT

Eu égard au caractère forain de leurs activités, le bâtiment et, plus encore, les travaux publics constituent par excellence un secteur qui utilise une main-d'œuvre déplacée¹. Ce phénomène, qu'augmentent encore les universels mouvements d'accordéon auxquels les volumes des ouvrages sont soumis, s'observe dans les lieux les plus variés : la France en fournit un exemple, même (sinon surtout) en ces temps de blocage officiel de l'immigration, avec ses filières de sous-traitance d'ouvriers étrangers, clandestins ou non. C'est parfois à l'occasion d'un exode, comme lors de la guerre du Golfe, que l'opinion apprend soudainement par contraste le rôle massif des travailleurs immigrés dans l'édification de la richesse immobilière de la planète.

Mais la migration n'est pas toujours le passage d'une frontière. Dans le Brésil d'aujourd'hui, comme jadis dans maints pays européens, l'immigration est servie sur place. Brasília, ainsi que toutes les grandes métropoles du sud, fut construite par des hommes venus des zones rurales voisines, et surtout du lointain Nordeste. Dans cette dernière région de même, les capitales d'État s'agrandissent et se verticalisent grâce à cette armée de paysans puisés dans l'« intérieur »² et

* *Anthropologue CNRS, associé à l'Orstom, 10 passage-Barrault, 75013 Paris.*

¹ Sauf précision contraire, les termes « bâtiment » ou « construction » seront désormais indifféremment employés ici pour désigner l'ensemble : bâtiment et travaux publics, augmenté des secteurs de la réhabilitation et des chantiers autonomes au noir, particulièrement importants au Brésil.

² « Intérieur » est le terme courant pour désigner, dans chaque État, tout ce qui n'est pas la capitale.

brutalement promu à la qualité de manœuvres du bâtiment. Une idée consacrée veut que cette branche soit la « porte d'entrée » de l'emploi urbain pour les ruraux non qualifiés. Tel est le schéma le plus communément admis : il en reste l'idée tenace qu'on peut définir, sans faire plus de détail, l'ouvrier du bâtiment comme un « migrant », avec toutes les résonances qui s'attachent à ce mot. L'imaginaire national, avec son arsenal d'épithètes chargées de mépris, trahit à l'envi la mauvaise opinion que l'on se fait, dans les villes, d'un tel personnage. Ignorance, incapacité, inconscience, mauvaise volonté, roublardise, instabilité, voire banditisme, tels sont les traits constitutifs de son image de marque. Image qu'il reprend d'ailleurs bien souvent à son compte et que, dans un univers hostile, ses comportements défensifs, ses résistances et même ses révoltes semblent parfois confirmer. Image aussi qui sert en retour à légitimer les mauvais traitements (physiques, statutaires, salariaux, etc.), de règle dans le secteur de la construction. Image encore qui est étroitement associée au type de mobilisation du capital prévalant dans ce secteur, comme on verra plus loin. Image enfin qui repose sur une réalité, fût-ce au prix de grandes simplifications et déformations.

La dépréciation de l'immigrant est, sous nos propres horizons, chose assez courante pour qu'on soit tenté de saisir ce qu'il y a de théoriquement exemplaire dans ce cas brésilien où, en principe, les ouvriers du bâtiment sont des citoyens au même titre que les autres. La parenté des discours, autant que la semblable attitude ambivalente des milieux patronaux et des autorités publiques, qui se résume en une permanente hésitation entre l'appel et le rejet de cette population laborieuse, porte à juger que les observations faites là-bas, pour empiriquement limitées qu'elles soient, ne sont pas si lointaines.

DE PASSAGE ET INSTALLÉS À JOÃO PESSOA

Une enquête anthropologique menée de 1987 à 1990 à João Pessoa³ auprès des ouvriers du bâtiment a mis en évidence la complexité du phénomène migratoire. La première impression de l'observateur, devant la variété des trajectoires, est celle d'un mouvement brownien, autrement dit sans règles apparentes. Qu'il raisonne en termes d'exode rural, et il sera vite contredit par l'importance des flux de sortie de la ville ; il croira peut-être percevoir une commune motivation financière, mais alors comment expliquer une si fréquente résignation devant des salaires amputés ou des périodes de chômage forcé ?

³ Ces recherches ont été menées dans le cadre d'une convention entre l'Orstom et le CNPq (*Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico*).

Même la certitude d'avoir affaire généralement à des migrations de travail ne suffit pas à interpréter tous les mouvements, du moins en termes de choix optimaux. S'il existe donc des logiques fortes dans cet ensemble de déplacements, une démarche analytique s'impose dans un premier temps.

Concernant la migration, cette enquête était essentiellement rétrospective et localisée à João Pessoa. D'autres informations et témoignages ont permis d'en élargir le champ, mais il s'agit surtout ici des comportements migratoires *passés* d'hommes qui *alors* travaillaient là. Cette limite posée, il est permis d'énoncer que, si les ouvriers du bâtiment sont en proie à une impressionnante mobilité, le terme de « migration » couvre ici des trajectoires si diverses en nature et en durée que sa pertinence conceptuelle est en question.

Une ville de transferts

Capitale du petit État de la Paraíba, João Pessoa est peuplée d'environ 500 000 âmes (presque un million avec les villes limitrophes). Sa population connaît de fortes variations dues à des échanges incessants avec l'intérieur. L'accroissement démographique annuel, de l'ordre de 4,5 %, signale un poids de l'immigration au moins aussi grand que le croît naturel. De fait, cette cité, de taille moyenne à l'échelle du Brésil, a été l'objet pendant les années soixante-dix et quatre-vingt d'une politique volontariste, destinée à drainer les ressources fédérales en y stabilisant une petite et moyenne bourgeoisie venue d'ailleurs, tournée vers le commerce, les services et la fonction publique.

Cette colonisation, amplement subventionnée par des fonds publics, a entraîné dans son sillage l'irruption d'une main-d'œuvre conforme à ses besoins : domesticité, surveillance, nettoyage urbain, petits métiers de la rue et, bien sûr (avec un effet multiplicateur), emplois dans le bâtiment, secteur où l'argent facile (spéculation, marchés publics faussés) contribue au maintien d'un ratio travail/capital élevé. On verra que c'est à cette source que s'alimente le mépris du travailleur migrant.

Les origines rurales et la propension à s'installer

L'enquête a été conduite sans visée statistique, mais relevés sur les fichiers de personnel, entretiens et observations concordent : la grande majorité de ces ouvriers (et la presque totalité parmi ceux qui dorment au chantier) vient de la terre. À peine 10 % des personnes rencontrées sont natives de la capitale (d'ailleurs encore

très rurale il y a trente ans)⁴. Encore l'origine urbaine cache-t-elle souvent un passé paysan plus ou moins épisodique. On comprend dès lors que le sens commun assimile l'ouvrier du bâtiment à un migrant. Mais les chiffres masquent la diversité des trajectoires et ne disent rien, ni sur les retours au pays, ni sur un élément, pourtant source d'une coupure sociale fondamentale dans cette population : l'installation définitive en ville. Commençons par ce dernier point.

Dans les chantiers *peessoenses*, on trouve à peu près une moitié d'originaires de l'intérieur désormais domiciliés en ville. Et, dans les nombreuses *favelas*, il est difficile de trouver un foyer au sein duquel personne ne travaille dans la construction. D'autres, au contraire — surtout de jeunes manœuvres —, n'ont ni l'occasion ni souvent le désir de s'installer, du moins autrement que sur le site de leurs lieux de travail successifs. La fixation est ainsi un phénomène massif et partiel, qui paraît couronner un triple processus : séjours de plus en plus longs dans la capitale, accès à une qualification et aspiration croissante au regroupement familial.

Le scénario d'installation en ville varie peu : faute de ressources, on vient régulièrement louer ses bras sur les chantiers de João Pessoa, où l'on dort et mange dans des conditions de repos et d'hygiène exécrables, isolé de la vie sociale du reste de la cité ; entretemps, on se marie et l'on procrée au pays ; le prix et la durée des retours hebdomadaires chez les siens, pourtant moralement et financièrement nécessaires, exercent un effet dissuasif croissant avec l'âge et l'inflation (un billet de car aller-retour pour 40 kilomètres coûtait en 1989 environ une journée de travail). D'où cette réflexion habituelle : « Si je pouvais faire venir ma famille à João Pessoa, ce serait plus pratique. »

Une bonne part des ouvriers a donc l'œil sur les occasions de s'installer, qui se concrétisent le jour où le classement professionnel vient apporter un léger mieux financier. Par effet d'entraînement, une progressive insertion dans les réseaux de la cité donne accès au secteur convoité du travail autonome. Dès lors, une stratégie familiale multiforme (quoique précaire) se met en branle : l'épouse se place comme domestique ou lavandière tandis que, sous sa pression, son mari alterne ou combine les emplois déclarés dans les firmes (pour bénéficier de la protection sociale) et les travaux au noir (d'un meilleur rapport). Les attaches avec le pays ne sont pas toujours rompues pour autant ; la ville reste hostile, et les gens vivent ainsi

⁴ Les informations recueillies ne prétendent certes pas être statistiquement représentatives ; il y a même lieu de croire, pour diverses raisons méthodologiques, que le poids relatif des immigrants et des voyageurs est un peu plus grand dans notre « échantillon » que dans la population ouvrière totale.

des années sur un espoir de retour : il faut longtemps pour que le provisoire devienne définitif, particulièrement chez ceux qui, encore célibataires ou séparés de leurs épouses, trouvent à s'héberger chez un parent. Après quel temps de séjour cessent-ils d'être des « migrants » autrement que dans l'imaginaire collectif de la cité ?

Un effet cumulatif : les migrations à l'essai

En élisant progressivement domicile à João Pessoa, les candidats à l'installation contribuent indirectement à maintenir les flux migratoires vers la capitale. Non seulement parce que les leurs les y suivent, mais à cause de la densité des réseaux où s'enchevêtrent mille relations : familiales, électives, hiérarchiques, et avant tout entre compatriotes.

L'irrégularité endémique des commandes et des réalisations du bâtiment y est pour beaucoup : en dépit d'une croissance soutenue, la demande de travailleurs est instantanée. L'absence structurelle de planification des ouvrages — tantôt mis en sommeil, tantôt soumis à des coups de feu — impose des rythmes migratoires en dents de scie (MORICE, 1989). Favorable sur ce point aux employeurs la législation du travail, qui prévoit un régime d'« option » (dans les faits, quasiment obligatoire) pour l'instabilité assortie d'indemnités de sortie⁵, représente un attrait. D'ailleurs, un nombre considérable d'emplois sont clandestins et, partant, fragiles.

Aussi la branche sait-elle bien tirer parti des multiples liens qui continuent d'unir les hommes de la capitale à ceux de l'intérieur : les meilleurs pourvoyeurs de main-d'œuvre sont les immigrés eux-mêmes. L'époque des *gatos* (chats), ces rabatteurs qu'on envoyait recruter dans les campagnes, n'est certes pas tout à fait révolue, et l'on verra plus loin ce que devient cette fonction. Mais, pour l'essentiel, les réseaux y pourvoient. S'il y a embauche, les ouvriers le font savoir dans leur pays, et « arrangent » pour leur employeur quelques bras supplémentaires ; en outre, garants de la bonne conduite de leurs protégés, ils sont liés par un contrat moral propice à la paix des chantiers.

Ainsi, dans un contexte de précarité statutaire, loin de freiner les mouvements, l'excédent de bras disponibles augmente simultanément la quantité d'hommes et leur rotation. C'est ici la seconde de deux

⁵ Significativement, « licenciement » se dit « démission » en brésilien. Le travailleur dispose alors, entre autres et sous certaines conditions, d'une réserve épargnée en son nom par son employeur (soit 8 % des gains depuis l'embauche), ainsi que d'un « préavis » en argent, proportionnel au temps de service et non inférieur à un mois.

tendances qui agissent contradictoirement : si une proportion notable d'ouvriers s'engage par nécessité dans la voie de l'installation en ville, d'autres, nombreux puisque ce ne sont pas toujours les mêmes, viennent à leur renfort pour le temps d'un chantier, d'une étape de chantier, voire d'un essai sans lendemain. L'ensemble de ces va-et-vient entre la capitale et l'intérieur associe, d'un côté comme de l'autre, l'attraction et le rejet⁶. La notion unilatérale d'« exode rural », si elle traduit bien un transfert global entre ces deux pôles, risque de cacher l'ampleur des mouvements alternatifs qui le composent.

UNE POPULATION DIVERSEMENT BALLOTTÉE

Répetons-le : on peut bien avoir vingt années de construction derrière soi, et se considérer toujours comme de passage. « Je suis ici parce qu'il n'y a rien d'autre », « dans le bâtiment, il n'y a pas d'avenir » : la grande majorité des ouvriers du bâtiment natifs de l'intérieur troqueraient sans hésiter leur condition actuelle contre un retour à ce terroir dont la nostalgie ne s'estompe jamais tout à fait. Le mirage de la ville n'est certes pas inexistant, mais il opère avant tout comme l'inversion psychologiquement valorisante d'une rupture ou, tout au moins, comme une manière d'en compenser les effets délétères, par une identification à un univers urbain pourtant très hostile. Mais à cet égard tous les hommes ne sont pas logés à la même enseigne.

Distances, saisons et traditions interagissent pour donner divers profils migratoires. Dans l'« intérieur » paraibanaï, qui s'étend sur 450 kilomètres perpendiculairement à l'océan, on peut grossièrement distinguer trois zones, dont les deux premières sont assez proches de la capitale :

— la bande littorale, ancienne *mata* (forêt), consacrée surtout à la culture extensive de la canne à sucre, dont la récolte mobilise annuellement une main-d'œuvre limitée pour peu de temps ;

— le *brejo*, région intermédiaire, lui aussi caractérisé par la concentration des terres et les productions de rapport (canne, sisal, ananas), et gagné par un élevage peu gourmand en main-d'œuvre. Les activités domestiques y sont de plus en plus un souvenir ;

— le *sertão*, au régime pluviométrique incertain, où le système foncier est moins vorace, mais où l'irrégularité des récoltes (coton, maïs, haricot) et des cours est cause d'exodes répétés vers la ville.

⁶ Sur les *push* et *pull effects*, cf. FONTAINE (1987) ; sur la « migration circulaire », cf. STRETTON (1983).

Les hommes du *sertão*

Plus encore que les autres limités par la durée et l'argent du voyage, les *sertanejos* du bâtiment ne peuvent faire des incursions fréquentes en ville. Pour eux, c'est un peu tout ou rien. Certains émigrent et s'installent complètement. Une partie de ces derniers, de retour au pays à l'occasion des fêtes, se convertit momentanément au négoce des graines dans la capitale, au point parfois d'en faire un commerce plus durable. Dans ces deux cas, le déracinement force la marche de la promotion urbaine.

D'autres enfin, moins nombreux sans doute que dans le passé, sont acheminés à l'occasion, par groupes entiers de compatriotes, pour des travaux précis, souvent lourds comme les terrassements et les fondations. Ils sont la cible des chantiers les plus pingres. Par leur ignorance des choses de la ville et du rapport salarial, par le motif purement financier de leur séjour dans la capitale, par la ségrégation totale à laquelle ils se trouvent réduits, ce sont les témoins extrêmes de cette image persistante de l'ouvrier « migrant ». Ils sont, pour le syndicat, un constant sujet de préoccupation car suspects de se prêter, plus que les autres, aux manipulations patronales. De fait — et cela est une règle pour tous ceux qui n'ont d'autre hébergement que celui du chantier —, ils se signalent par leur disponibilité et leur aptitude à endurer les pires conditions. Mais on verra qu'il y a là parfois un moyen pour le bâtiment de se fournir en main-d'œuvre durable.

Les réserves du *brejo* et du littoral

La situation des hommes du proche intérieur n'est pas moins complexe. Avec la commune de Santa Rita, haut lieu de la culture et de l'industrie sucrières, cet « intérieur » commence aux portes de la capitale. Héritage de l'époque esclavagiste, le système des grandes *fazendas* mobilisait nombre de métayers qui vivaient en famille dans la propriété (d'où leur nom de *moradores* : habitants), et qui étaient autorisés à cultiver leur lopin. La concentration foncière, les progrès de l'élevage, l'évolution des techniques et des lois ont eu raison de ce statut qui associait la servitude et la protection : les *moradores* ont été, au sens propre, mis « à la rue » ; ne disposant plus de terres à exploiter, ils sont venus enfler, du littoral au *brejo*, les localités de la zone, dont l'habitat rudimentaire ressemble parfois en tous points à celui des *favelas* de João Pessoa.

En général, dans ces bourgades, les autorités municipales et les potentats agraires ne font qu'un, et il arrive à un même individu de reloger, comme maire, les *moradores* que, comme *fazendeiro*, il a chassés de ses terres. En outre, ceux-là ont bien souvent des intérêts

en ville, notamment dans le bâtiment ou l'immobilier. Même si ce n'est pas le cas, une intuitive communauté d'intérêt avec les constructeurs pousse les pouvoirs locaux à gérer leurs territoires comme des gisements de force ouvrière potentielle à leur service⁷. La puissance d'enfermement idéologique propre à une telle situation, où emploi et logement apparaissent comme des bienfaits octroyés, n'est pas à négliger si l'on veut comprendre comment la migration peut associer deux forces contraires : l'attraction de la ville et l'attachement à la terre.

Dès lors, les petites cités de l'intérieur proche tendent à fonctionner à la manière des *homelands* sud-africains. Les obstacles mis à la circulation des hommes ne sont pas juridiques, mais ce sont des réserves de main-d'œuvre. Les emplois y sont rares et nettement moins rémunérateurs que dans la capitale (pour, il est vrai, une dépense monétaire moindre). La solidarité familiale, faute de ressources totales suffisantes, y perd progressivement de sa substance, ou plutôt elle se transforme en une incitation à compter sur les transferts des émigrés.

Migrations tournantes et salarisation incomplète

On voit ainsi se chevaucher, pour l'ensemble des hommes de l'intérieur, trois attitudes migratoires : la première pousse au départ vers d'autres régions ; la seconde mène les habitants à la capitale dès qu'une possibilité s'y offre, spécialement dans le bâtiment ; la dernière, enfin, associe deux conditions nouvelles : celle d'ouvrier du bâtiment et celle de travailleur agricole. Mais, dans tous les cas, la force d'attraction du pays reste considérable : au point qu'à l'approche de la Saint-Jean, fête la plus sacrée de l'année, certains travailleurs préfèrent débaucher que se voir refuser quelques jours de congé — le même phénomène s'observe chez les employés domestiques. Cette force des racines, d'une certaine façon, profite à un système fondé sur le déni du salariat comme statut.

En dépit de leur rudesse, les récoltes dans le secteur capitaliste sont prisées, surtout chez les jeunes, parce que d'un meilleur rapport supposé que le bâtiment : même s'il est poussé à la baisse par les gains de productivité, le salaire au rendement fait illusion et provoque chaque année, à l'approche de l'été, une fuite vers la zone sucrière. Alors, les camions des maîtres de la canne commencent pour plusieurs

⁷ C'est ainsi que, dans une petite ville du *brejo*, le maire de l'endroit, qui a un commerce dans la capitale, fournit chaque lundi à l'aube son camion pour y transporter gratuitement les travailleurs — significativement, il n'assure pas les retours du week-end dans l'autre sens.

mois leur manège, allant chaque matin à l'aube chercher les équipes de candidats à la coupe dans les localités ou à des points de ralliement. Il en va de même pour d'autres récoltes, comme celle de l'ananas. Ce sont, bien souvent, les mêmes hommes qu'on trouvera à la porte des chantiers, une fois achevée la campagne de cueillette. La commune de Santa Rita symbolise cette double appartenance : son territoire très étendu — que ses habitants nomment déjà l'« intérieur » alors qu'il touche celui de João Pessoa — est par excellence le lieu où l'on est à la fois, selon les saisons, dans le bâtiment et dans l'agriculture.

Cependant, les hasards du calendrier veulent que la venue de l'été, où l'on bâtit davantage, mette en concurrence les deux secteurs ; cela n'est pas étranger aux habituelles plaintes des patronats respectifs, tant sur la rareté que sur les exigences de la main-d'œuvre. Il est à prévoir que cela mènera, à terme, à renforcer des deux côtés la tendance à la mécanisation et à la rationalisation technologique, et donc à accélérer ce mouvement alterné entre la brique et les cultures.

Les conduites professionnelles ne sont pas pour autant susceptibles de choix rationnels, car les aléas de la production dans les deux secteurs entraînent des mobilisations humaines très différentes d'une année à l'autre : la migration, en quantité comme en temps, apparaît dès lors comme le résultat d'un ensemble désordonné de motifs, plus que comme un comportement planifié. Le bouche-à-oreille, les déceptions subies sur un chantier qui paye mal ou dont le chef est brutal, la lassitude de l'isolement urbain, la fidélité à un contremaître de la canne, une dette contractée, telles sont, entre autres, les raisons ordinaires d'un départ de la capitale vers l'intérieur.

De façon plus générale, en étudiant les itinéraires des ouvriers du bâtiment, on est étonné par le nombre comme par la variété des occasions qu'ils ont saisies dans le passé. Les témoignages le confirment : pour une bonne part de cette population d'origine paysanne, l'émigration vers les grands centres urbains et leur secteur du bâtiment n'est qu'une étape parmi d'autres, et non définitive. Emplois dans le gardiennage, les services de nettoyage, les transports, la manutention, la boulangerie, la restauration, le commerce ambulancier, les soins du bétail — tous emplois de manœuvres le plus souvent — marquent, par leur fréquence, le caractère alternatif des comportements migratoires en même temps que la diversité des points d'arrivée. En outre, comme sous nos horizons, l'hostilité des populations urbaines à l'égard des immigrants va de pair avec la situation économique du pays, rendant parfois difficile le séjour et augmentant le désir de retour. Il semble ainsi abusif de parler de « stratégies » : il s'agit bien plutôt de nébuleuses de trajectoires, dont la logique est peut-être savante mais rarement maîtrisée. À cela fait écho l'insistance patronale à évoquer l'« instabilité » de la force ouvrière.

UNE INTÉGRATION PARADOXALE

À l'instar de leurs consœurs en exil, les domestiques, les ouvriers de la construction logés par l'employeur constituent une véritable toile d'araignée sur la cité, mais sans s'y mêler.

Intensité des réseaux

Dès le soir, les rues des quartiers résidentiels de João Pessoa n'appartiennent plus qu'à eux. Les visites d'un chantier à l'autre, les discussions sur le trottoir ou à l'abri du cantonnement sont l'occasion de minutieux commentaires sur les mérites respectifs de leurs emplois et de leurs supérieurs. Les problèmes de droit et de salaire donnent lieu à d'interminables débats où s'affrontent certitudes et ignorance. Ces échanges se font dans un climat de plaisanterie et de connivence, parfois non exempt d'agressivité, comme s'il convenait que soit constamment réintroduite la dévalorisation qui est le lot ordinaire de tous. Significativement, on s'interpelle souvent par le lieu d'origine, au détriment du prénom.

La socialisation fait boule de neige : c'est grâce à tous ces bouche-à-oreille entres compatriotes que le chantier recrute : c'est ainsi qu'il devient davantage encore une cellule, point de départ et d'arrivée d'autres informations et solidarités. À côté de cette infinie remise à jour de l'état des lieux, prennent place les nouvelles du pays, propres à maintenir un climat de nostalgie, et les récits d'expériences anciennes. À tous ces égards donc, la population immigrante connaît un fort degré d'intégration interne, en raison d'une origine et d'une mobilité communes. Ce dispositif est complété par les discussions et les flirts avec les employées domestiques. La somme de connaissances sur la cité et ses maîtres ainsi accumulée contredit l'opinion admise sur l'abrutissement et le manque de curiosité des unes comme des autres.

C'est sans doute de telles réalités sociologiques que les migrations et les changements d'emploi tiennent leurs grandes amplitudes et variété. Et aussi, face à une condition précaire largement uniforme, que peut perdurer la chimère d'une appropriation du destin. Un système de mouvements humains fondé sur des migrations tournantes ne saurait se maintenir sans de tels réseaux.

Causes d'éclatement de la solidarité

Cette forte intégration interne est toutefois sapée dans ses propres fondements par deux facteurs d'individualisme. D'abord, sur le marché

de l'emploi, les candidats au travail dans la construction sont, à cause de l'importance des gisements ruraux de main-d'œuvre, en permanente surconcurrence. Aux dépens de la solidarité, cela favorise un ensemble de comportements où la soumission à l'employeur est la première règle de conduite. De fait — la richesse de l'argot en donne un indice —, l'excès de zèle, voire la dénonciation, est une tentation courante, favorisée par la précarité des emplois. La socialisation évoquée précédemment reste nécessairement incomplète et multipolaire : les ouvriers forment des groupes et non pas un seul, et ceux-là ont leurs exclus.

De plus, dans cet univers se manifestent ces deux césures : entre migrants et installés d'une part et, de l'autre, entre manœuvres et professionnels. L'hébergement au chantier peut les effacer en partie, mais il reste que ceux qui accèdent (ou aspirent) au rang de citadins qualifiés veillent à soigner une image de marque différente de celle du « migrant » : il en va de leur statut social. Au moment de la toilette du soir, on voit clairement se dessiner deux attitudes, opposant ceux qui gomment ou non les traces de la journée pour composer ou non un nouveau personnage. Analogues sont les fréquentes divergences sur le travail bien fait, les privations, l'endurance ou l'ambition de réussir, où s'affrontent culpabilité et fatalisme. Ainsi, l'idéologie du chantier hésite entre deux extrêmes : « c'est le système qui bloque notre progression et, partant, notre dignité » (facteur d'intégration) fait écho à « celui qui veut s'en sortir, avec volonté et intelligence, il le peut » (facteur de division). Cette alternative entre la honte et la résignation est fondamentale pour comprendre les ressorts idéologiques de la mythologie de l'immigration.

La ségrégation dans la ville

L'intégration interne à la profession se combine avec une exclusion : celle que produit la cité. L'hostilité de cette dernière est avant tout pratique et matérielle, et doit d'ailleurs beaucoup à certaines difficultés du Brésil en général. L'univers du bâtiment est certes trop dispersé et mouvant pour être un ghetto. Mais les horaires de travail, les difficultés du transport et l'étroitesse des budgets sont tels en pratique que le territoire dans lequel évoluent les ouvriers est strictement marqué. On fait de préférence son marché au pays. Les repas se prennent au chantier. À ses portes, les petites baraques semi-ambulantes fournissent le complément. Ainsi, le lieu de socialisation est celui du travail. Sans que cela soit identique, les ouvriers qui vivent dans les *favelas* constituent également un monde serré, dont il est un luxe de s'échapper. De plus, les limites des dépenses vestimentaires et les stigmates physiques font obstacle à la volonté de se mêler au reste de la population *peessoense*.

Ces barrières sont relayées par un rejet moral très actif. Les classes moyennes brésiliennes vivent dans la hantise du banditisme et sont enclines, en ces temps de sous-emploi urbain et d'immigration incontrôlée, à considérer ces ouvriers du bâtiment avec méfiance, voire animosité. Parmi les propos de chantier qui ont presque acquis valeur de refrain, celui-ci a trait à l'amour-propre blessé et à l'ingratitude :

« Cet immeuble, je suis en train de le construire ; j'y évolue comme je l'entends ; mais qu'il m'arrive, quand il sera fini, de passer devant et de ralentir le pas pour voir le résultat : le vigile me menacera de son fusil. »

L'anéantissement par les mots

À la source même du chantier s'alimente ainsi, puis se diffuse dans la population, une évaluation en négatif qui évoque, par l'excès de ses déformations, d'autres exemples historiques⁸. Une analyse sémantique complète des épithètes utilisées à l'endroit du « pion » de la construction dépasserait les limites de ce texte⁹. Notons seulement la récurrence de ces trois termes : « petit »¹⁰, « vagabond » et « sans valeur » ; le mot « bandit », employé plaisamment ou non, n'est pas moins présent dans l'imaginaire de la cité. Même si sa généralité est compensée par des nuances (« il y en a de bons ») ou des excuses (« ce n'est pas le pion qui est attardé, c'est le Brésil »), cette appréciation domine amplement, et tire sa validité de ce qu'elle vient avant tout des *mestres* (chefs de chantier et tâcherons), hommes sortis du rang et supposés par conséquent savoir de quoi ils parlent.

L'univers de la construction contribue donc de façon circulaire à la propagation de l'image négative qui s'attache à cette origine paysanne

⁸ On pense par exemple aux *Hobos* de Chicago, ces « nomades » décrits par N. Anderson (HANNERZ, 1983) ; ou encore aux *uprooted* (« déracinés »), italiens et autres venus en France (NOIRIEL, 1988).

⁹ On trouvera quelques précisions sur l'origine et l'emploi du mot *peão* (« pion ») dans MORICE (1992). Le *peão*, comme le *peon* espagnol, est le fantassin ou l'homme sans feu ni lieu ; mais *pião* (mot presque homophone) désigne la toupie, c'est-à-dire celui qui ne se fixe jamais : *o pião sempre roda* (« le pion tourne sans cesse »), disent d'eux-mêmes les ouvriers de João Pessoa. Sur les « pions » de Brasília, cf. SOUSA (1983).

¹⁰ L'usage du mot *menino* (« petit », au sens d'enfant) n'est pas sans rappeler celui du mot *puer* qui, en latin, désignait les enfants, mais aussi les esclaves.

de l'ouvrier. À son endroit, selon leurs humeurs, employeurs et clients privés optent alternativement pour l'intransigeance et pour la « conscientisation » : supposée ou véritable, la condition de « migrant » cristallise ensemble ces deux ingrédients de la philosophie paternaliste que sont la bienveillance pédagogique et la rigueur disciplinaire. Les succès du dressage deviennent ainsi le gage d'une intégration complète.

La nécessaire disponibilité : une stabilité contrariée

Devenu maçon ou charpentier, le manœuvre d'origine rurale, s'il s'engage généralement dans un processus d'éloignement définitif du pays de ses pères, ne voit pas nécessairement sa mobilité supprimée pour autant : les hasards de la professionnalisation commandent — et réciproquement — à ceux de la géographie.

« Se développer » ou « végéter » : tels sont les termes de l'obsédante alternative qui s'impose aux candidats à l'installation en ville et dans le métier. L'accès à la qualification, qui est à la discrétion de la maîtrise, passe par une série de comportements qui associent bonne volonté, ardeur au travail, habileté à se placer à des tâches valorisantes et allégeance (voire servilisme) devant le tout-puissant *mestre*. La perspective d'installer un foyer en ville est un important facteur d'une telle évolution. Mais, paradoxalement, la stabilisation passe presque inévitablement par une mobilité redoublée : pour gagner un jour la mention d'un métier sur son livret de travail, on doit faire la preuve de sa disponibilité. Structurel au Brésil, le décalage chronologique entre la qualification pratique et le classement professionnel agit de plusieurs manières dans ce sens, avec le *mestre* pour pivot.

Durant la phase qui aboutit à transformer le savoir acquis en reconnaissance juridique, et même après, les ouvriers sont placés en effet devant des choix qui sont tous créateurs d'instabilité potentielle. Le classement au grade de compagnon dépend de l'arbitraire des chefs, qui usent volontiers de cette prérogative discrétionnaire pour faire exécuter des travaux qualifiés à de simples manœuvres, les motivant par la promesse d'une promotion, toujours retardée. Certains se lassent et sont ainsi jetés sur le chemin d'une errance permanente, d'un employeur au suivant, ou entre le bâtiment et l'agriculture. D'autres, voulant éviter de perdre ce capital de reconnaissance professionnelle que représente la fidélité à un *mestre*, suivent ce dernier dans tous ses déplacements. Or, il se trouve que les *mestres* sont eux-mêmes très mobiles et, surtout dans les travaux publics, entraînent leurs équipes souvent loin de la capitale : pour avoir leur titre d'ouvriers qualifiés, ces hommes qui précisément sont en quête de stabilisation urbaine se voient ainsi poussés à un nomadisme accru.

Il est donc bien rare que les trajectoires de migration se réduisent à un simple et unique mouvement de l'intérieur vers la capitale. Le « vagabondage », si souvent dénoncé dans les milieux patronaux comme un obstacle à la qualification, apparaît bien plus comme une condition de celle-ci.

LES VOYAGES LOINTAINS

« J'y suis allé parce que tout le monde y allait », résume un de nos jeunes interlocuteurs, qui partit en 1980 à Rio de Janeiro rejoindre des compatriotes sur un gros chantier. Il y passa deux ans puis revint se marier au pays, où il resta trois ans dans l'agriculture, avant d'aller travailler à João Pessoa, toujours dans la construction. Arrivé à Rio en plein début de crise sérieuse, il ne s'y qualifia pas ; à 28 ans aujourd'hui, il est toujours manœuvre.

« Là-bas, la vie était bien meilleure. Si tu tombais sur un *mestre* portugais ou espagnol, ta qualification venait vite. La moitié du salaire suffisait : le reste, tu l'envoyais ici. Je suis revenu pour me marier, puis définitivement à cause de la nostalgie », dit un chef d'équipe de charpentiers, plus vieux, qui connut là-bas l'âge d'or des années 1960-1975.

Et, dans les chantiers de João Pessoa, courent les légendes les plus contrastées : tel homme, parti pieds nus, revint en Mercédès ; tel autre ne reçut même pas sa paye et, de surcroît, se fit tout voler, au point de devoir emprunter l'argent du billet de retour. Par ses balancements extrêmes, l'ensemble des récits nous révèle l'ambivalence du grand voyage : c'est une conquête du destin sous contrainte. La situation de l'emploi — donc de l'immobilier et des travaux publics — pèse d'un grand poids dans le déroulement et dans les résultats de cet exil.

La figure du *paraíba*

À Rio, on appelle les ouvriers de la construction nordestins, sans distinction d'origine plus subtile, des *paraíba* (un terme vague et souvent chargé négativement, comme « arabe » en France). De fait, il existe une tradition qui amène les travailleurs paraibanais dans l'ancienne capitale brésilienne, aussi sûrement que São Paulo attire les bahianais. Cela indique la force des réseaux : une première règle veut que l'on ne parte pour ainsi dire jamais sans point de chute et, évidemment, cette tradition fait boule-de-neige dans la constitution des groupes de natifs de mêmes lieux. Il est nécessaire de placer tous

leurs mouvements dans une chronologie différentielle de la croissance urbaine, dans ce pays en proie à de fortes disparités régionales.

S'ils sont devenus plus individualistes — et sans doute relativement moins massifs —, ces déplacements portent encore la marque des transferts de population qui eurent lieu à l'époque du boom immobilier des années de dictature (1964-1985). C'étaient alors des camions entiers de Nordestins, affrétés par des *gatos*, qui sillonnaient le Brésil à la recherche de main-d'œuvre. Ces déportés plus ou moins volontaires, qui voyageaient juchés sur des chevrons adossés aux ridelles, en ont conservé, entre mille autres surnoms peu flatteurs, le sobriquet de *pau-de-arara* (perchoir à perroquet). Une fois sur place, ils en attiraient d'autres : parmi ces derniers, certains se fixaient (et engendraient une deuxième génération), d'autres faisaient la navette entre les chantiers du sud et leur terre natale, d'autres enfin n'y passaient qu'une étape de leur vie.

Les pionniers : migration d'appel, migration fragile

Le cas de Brasília illustre cette évolution multiforme. Créée de toutes pièces il y a 32 ans selon un « Plan pilote » qui se voulait rigoureux à un habitant près, la capitale fédérale n'avait prévu pour ses bâtisseurs que des habitations foraines, dans la certitude qu'une fois les travaux achevés, les immigrants retourneraient chez eux. Malgré leur pleine citoyenneté théorique, il y eut des tentatives répétées de contrôle des flux de nouveaux arrivants, doublées d'une intervention périodique contre les occupations illégales des terres avoisinantes (AUBERTIN et PELUSO, 1990). Dès 1957, date des premiers travaux, l'Institut national d'immigration et de colonisation (Inic) trie et enrégimente les contingents d'immigrants, chargeant la police de surveiller les entrées de la ville quand la demande se contracte. Il y a donc bien eu alors une volonté de marquer les frontières intérieures de la nation¹¹. Mais rien n'y a fait : avec ses immenses campements, devenant peu à peu des cités satellites qu'il fallut reconnaître puis

¹¹ Il est remarquable que la politique de contrôle des frontières intérieures de la Fédération puisse, en toute inconstitutionnalité, être avouée et banalisée, notamment à l'échelon municipal. Un article récent du *Monde diplomatique* (BAILBY, 1992), faisant l'éloge de la réussite de Bebedouro (une commune de la région de São Paulo consacrée à la culture intensive de l'oranger), note sur un ton de candeur compréhensive que les nouveaux arrivants sont « soigneusement triés » à la gare routière et que ceux qui n'ont pas de certificats d'embauche sont expulsés. L'article précise que le cas n'est pas unique dans la région et fait dire au maire, à propos des immigrants nordestins et amazoniens : « Si nous les laissons déferler sur Bebedouro, nous ne parviendrons pas à résoudre les problèmes du sous-développement dans notre commune. Nous sommes obligés de nous protéger. »

doter d'infrastructures, Brasília est aujourd'hui une des plus grandes cités nordestines du pays. Elle s'est édiflée sur un apport initial d'hommes jeunes et célibataires. La crise de l'emploi dans la construction a touché Brasília dès 1962, et par la suite les Nordestins se sont plutôt tournés vers d'autres destinations, en suivant une démarche moins forcée et collective.

Cependant, dans le sillage du « miracle » économique des années de régime militaire, et notamment à la faveur d'un plan volontariste d'habitat populaire, le Brésil a connu pendant les décennies soixante et soixante-dix un boom immobilier et une formidable explosion de chantiers publics. En outre, dans les métropoles sudistes comme Rio ou São Paulo, cela s'est doublé d'une variété grandissante d'emplois dans le secteur des services. Subissant des sécheresses à répétition et les effets non moins désastreux de la restructuration foncière, les Nordestins partiront nombreux tenter leur chance dans ces villes qui semblent un Eldorado, malgré les difficultés que l'on se communique par courrier ou à l'occasion des congés : mauvais accueil de la population indigène, insécurité, isolement et transports interminables. Comme à Brasília, beaucoup restent et installent un foyer, partie stable d'une immigration nettement plus flottante qui, avec la crise, se marginalisera sur place ou reviendra au pays : la migration d'appel a des effets polarisants.

Moyens et motifs du grand voyage

Tant que le marché de l'emploi était faste, on était appelé par un parent ou un « pays », qui garantissait l'embauche et, si besoin, l'hébergement. L'avance du billet de car (peu coûteux alors) ne créait pas une obligation sociale automatique vis-à-vis du milieu de départ, même si la plupart ne se soustrayaient pas à leurs devoirs. Point de cotisation, à l'africaine, du village entier dans l'attente d'un retour de revenus (NIANGUIRY, 1986), mais crédit d'un proche ou de celui qui faisait venir, et plus souvent encore vente d'un bien (fusil, animal, terrain). Le voyage était rupture, et non contractation d'une dette sociale à l'égard des compatriotes, comme le confirment ces deux points : bien des immigrés n'envoyaient pas régulièrement (ou pas du tout) d'argent au pays, et les vieux voyaient parfois d'un très mauvais œil le départ de leurs cadets.

Historiquement, João Pessoa, dont la croissance sera plus tardive, n'a pas fait office de lieu de transit vers les destinations méridionales, et ce serait même plutôt l'inverse : c'est directement de leur *roça* (lopin) ou de leur *fazenda* que la plupart sont partis pour Rio ou d'autres villes. Toute une génération de professionnels *pessoenses* d'aujourd'hui s'est formée ainsi en passant sans transition de la terre

à la métropole. Il n'y a pas dans ce déracinement brutal une motivation unique, mais un dosage variable de trois principaux facteurs : fournir aux parents le minimum qui manque, acquérir un métier, constituer un pécule pour préparer un bon retour. Selon leurs dires, la plupart d'entre eux n'avaient qu'une idée : revenir sur leur terre natale pour y fonder une petite affaire. Et c'est bien là le principal : on émigrerait avec des arrière-pensées capitalistes, fussent-elles modestes. Mais ils trouvèrent là-bas un autre « capital » qui, devant l'aggravation des conditions dans les campagnes nordestines, allait pouvoir fructifier faute de mieux : l'acquisition d'un métier dans ce secteur du bâtiment qui n'était initialement conçu que comme une étape. Ainsi, l'exil transformera le provisoire en définitif.

Une double capitalisation : épargne et métier

Dans le sud des années soixante - soixante-dix, la conjoncture était doublement favorable. En premier lieu, de l'avis unanime (et sur ce point les temps ont changé), le gain était supérieur à la dépense, que la ségrégation permettait de limiter à l'essentiel. Jeunes et venus pour amasser, les immigrants ne regardaient pas à la fatigue, à une époque où les heures supplémentaires, en l'absence d'un respect formel du droit du travail, étaient une vraie institution. « J'envoyais la moitié du salaire à mon père, et ce qui restait me suffisait largement ; et encore, j'avais une épargne », dit l'un d'entre eux, qui a vendu la maison qu'il avait construite dans une *favela* de Rio pour retourner s'installer au pays dans de bonnes conditions, avant de venir travailler à João Pessoa.

En deuxième lieu, l'accès à la qualification était encore relativement aisé, le paternalisme des relations sociales aidant. C'était l'époque bénie des sous-traitants qui donnaient aisément une chance, en se faisant un devoir de qualifier, puis de classer leurs ouvriers, en dédommagement de conditions de travail très dures et de salaires amputés. Les aînés déjà sur place jouaient un rôle identique, mêlant protection et exploitation : l'aventurier pouvait y trouver son compte.

Des séjours multiples à l'errance : deux profils

Les réseaux qui mêlent les obligations dues à une origine commune et la hiérarchie professionnelle établissent une relation dynamique entre la stabilisation des uns et la mobilité forcenée des autres. Installés définitivement, nombre de *sertanejos* sont devenus là-bas des *mestres* ou des *gatos* connus, alimentant à leur tour l'immigration. Ils n'hésitaient pas à payer le voyage à des compatriotes pour constituer leurs équipes, avec tous les avantages que la relation de dépendance

morale et matérielle ainsi créée pouvait comporter, souvent hors de tout contrat formel. C'étaient autant d'embauches précaires, renouvelables selon les besoins des chantiers et les performances des protégés. Quand il venait rompre un lien qui n'était ni statutaire ni viager, l'échec de la migration était mis au compte de la fatalité ou de l'inaptitude de l'immigrant : il partait s'essayer ailleurs, ou bien s'en retournait dans la Paraíba¹².

La notion même de « retour » peut recéler une série de mouvements. On rencontre fréquemment un cas comme celui de ce *sertanejo*, aujourd'hui petit *gato* à João Pessoa : parti s'embaucher à Rio comme manœuvre en 1958, il retourne chez lui pour se marier en 1960, et restera sur sa terre pendant six ans, avant de repartir pour Rio qu'il quittera (« la nostalgie »), muni d'une qualification, en 1979. Cet homme dit avoir fait plus de vingt allers et retours entre la Paraíba et là-bas. Ce profil migratoire en séquences répétées et irrégulières est courant. C'est ainsi que se renouvellent et s'étoffent les réseaux d'immigrés dans les villes du sud, les récits de voyage appelant de nouveaux voyages, et le regroupement familial aidant.

Un autre profil veut que le voyageur multiplie les expériences et les lieux, allant se louer partout où on lui indique une occasion, mais conservant toujours le point d'ancrage de ses origines. Se plaignant de son *sertão* natal, un autre tâcheron dit :

« 4 cruzados pour une journée entière de travail à la bêche, la moitié d'un paquet de cigarettes, vous imaginez ? Je n'aime pas la *roça*. Alors, quand je retourne là-bas, je viens de São Paulo, j'y passe 30, 40 jours, et je ne me foule pas. Mes affaires, c'est seulement me baigner, puis chanter, jouer de la guitare et pêcher. Jusqu'à épuisement du fric, quand il n'y en a plus, je repars, je repars une nouvelle fois. J'ai cette manie, grâce à Dieu, il faut que je gagne de l'argent, ça peut être à Porto Alegre comme je vous ai conté, à risquer de se faire écraser, et là-bas il n'y a que des voleurs, mais c'est ma manie, ma richesse de pauvre. Alors, je suis en colère parce que dans le *sertão* ils me traitent de paresseux, mais ils ne savent même pas voler, puisque j'y passe peu de temps et j'en reviens avec de l'argent. Pour eux, j'ai fait ce chant. »

Il chante alors tous les endroits qu'il a connus, et sa cantilène commence par une étonnante inversion des attributs classiques du « pion » :

« Je suis aventurier mais je suis responsable, Je suis paresseux mais je suis fiable, Je suis un vagabond mais je suis heureux. »

¹² Sur la désillusion et les retours, cf. MENEZES (1985).

Ce témoignage est, lui aussi, très significatif du caractère contradictoire de la migration, dont la forme concrète résulte d'une double opposition entre l'attraction et la répulsion, tant du point de départ que du lieu d'arrivée : qu'il s'agisse d'incessants va-et-vient ou d'itinéraires plus tourmentés, c'est tout sauf un mouvement unilatéral.

Racisme et dégradation du séjour

La question du racisme est très présente dans les témoignages des émigrés de retour. Ils s'accordent pour dire qu'à Rio ou à São Paulo la vie est « dure » — cet euphémisme résumant un ensemble de souffrances permanentes. En général, les griefs ne portent pas sur l'emploi proprement dit, sauf pour se plaindre du froid en hiver ou des discriminations à l'embauche hors des circuits d'immigrés. Les principales rancœurs ont pour objet la « vie trop agitée », encore un euphémisme pour évoquer l'irrespect, l'insécurité et l'isolement forcé.

L'évocation répétée des brimades et du mépris traduit à l'évidence le choc inattendu d'un nouveau statut : paysan se louant comme ouvrier, l'immigrant savait bien par oui-dire la « dureté » de ce qui l'attendait professionnellement ; en revanche il est atteint de plein fouet dans sa dignité par une cité qui nie la vraie motivation de futur petit capitaliste qui était à l'origine de son voyage.

« Le pion du chantier, à Rio, n'a aucune espèce de valeur. Ils nous appellent *paraíba*, quel que soit notre État du Nordeste. Parce qu'ils n'ont qu'une idée, c'est se développer sur le dos du Nordestin. Ils sont complètement racistes », dit un ouvrier qui ajoute, vengeur : « La pire race de tire-au-flanc qui existe au Brésil, c'est eux, les *Cariocas*. »

De telles considérations n'empêchent pas que le même énonce l'apparition de toute une classe de « marginaux » et de « bandits » au sein de la communauté paraibanaise locale. Un souci constant est d'éviter de se faire dépouiller de son bien (vêtements, outillage et argent) ; ce motif, ajouté à la volonté de limiter au minimum les dépenses inutiles, se combine bien avec l'hostilité de la cité pour entraîner un repli solitaire sur le chantier, et même une limitation des relations communautaires.

C'est une telle contradiction, semblable à celle que vivent les ouvriers de João Pessoa d'origine paysanne, entre l'intégration au milieu professionnel et l'exclusion sociale de la cité, qui explique qu'un même homme puisse parler successivement, dans un même entretien, de sa « nostalgie » de là-bas et de la « nostalgie » qui l'a fait revenir. Mais, dans les témoignages des expériences les plus récentes, c'est cette dernière qui prend le pas sur la première : dégradation du

salaires et de l'emploi, surpeuplement et aggravation des risques physiques (et peut-être du racisme) sont sans doute la cause d'un nombre croissant d'expériences malheureuses.

Le retour

Après plus de dix années de prospérité, le bâtiment commence à donner, dès 1975, des signes d'essoufflement dans le sud, notamment à São Paulo et à Rio. La courbe de croissance connaît un point d'inflexion, la récession culminant en 1983. Saturés, les réseaux d'entraide ne fonctionnent plus aussi bien qu'avant ; les arrivées de Nordestins diminuent, les départs se multiplient ; les temps de séjour se font plus courts ; la promotion professionnelle devient moins automatique.

Mais, négligé par le « miracle », le Nordeste a bénéficié, lors même que la crise s'installait à Rio et ailleurs, d'importants transferts de recettes fédérales basés sur le clientélisme, avec pour intention de stabiliser un corps social potentiellement explosif. 1977, date où l'on commence à mettre en sourdine de nombreux programmes de construction dans les capitales industrielles, est au contraire le point de départ d'un boom immobilier sans précédent à João Pessoa : d'abord dans le secteur de l'habitat public aidé, puis, simultanément, dans celui de la promotion privée. Les émigrés, forcés au retour par la récession à Rio, sont donc venus s'y employer quand la réinsertion à la campagne paraissait impossible. Le passage en ville dans leur propre État aura donc eu lieu à travers un détour par les lointaines capitales. Et pour certains, voués à cette noria sans fin entre la capitale et la terre, telle qu'on l'a évoquée plus haut, João Pessoa restera une étape parmi d'autres.

CONCLUSION

J'ai ici voulu montrer essentiellement trois choses : premièrement, le concept même de « migration », tel que l'utilise le sens commun, peut contenir de sérieuses limites à la compréhension des mouvements de personnes, du moins dans un secteur comme la construction au Brésil ; deuxièmement, si ce concept prétend qualifier uniformément des déplacements temporaires et définitifs, tournants et uniformes, il a un caractère largement fantasmatique ; enfin, par cette intention globalisante même, ce concept renvoie à une idéologie, qui est celle de la précarité et de l'exclusion. Je conclurai seulement sur ce dernier point.

Une étude récente menée sur de grands chantiers de São Paulo indique que 52 % des ouvriers sont dans cette capitale depuis plus de 5 ans, et que 85 % n'ont plus de liens économiques ou familiaux avec leur milieu d'origine (VARGAS, 1989 : 24 ; VASCONCELLOS, 1992). Pourtant, en écho à l'appellation anonyme de « pion », la caractérisation de l'ouvrier de la construction brésilien comme « migrant » est un leitmotiv qui connaît encore peu de nuances dans la littérature et la presse du Brésil, toutes options politiques confondues.

Or, le mot « migrant » est chargé d'une connotation négative (ou, du moins, paternaliste et condescendante). Les ouvriers du bâtiment sont les premiers à le voir ainsi, quand ils disent :

« Je suis entré là-dedans parce que je ne sais rien faire d'autre ; si j'avais appris à lire et à écrire, je n'y serais pas. Le pion du bâtiment ne vaut rien, il n'a pas de valeur. »

Ce discours réducteur renvoie aux modalités de mise en valeur du capital dans le bâtiment brésilien.

Pour le cas de João Pessoa, il ne s'agit pas là d'un préjugé anodin : c'est le rouage idéologique d'un secteur qui fonde sa prospérité sur l'usage intensif d'une main-d'œuvre non qualifiée comme garantie de sa reproduction. Que ce soit par le biais d'une surfacturation des marchés publics obtenue par corruption des maîtres d'ouvrage ou par celui de la spéculation foncière et immobilière (MORICE, 1991), le bâtiment *pessoense* bénéficie d'une rente de situation qui ne le pousse pas à rationaliser l'usage de son capital, faible au regard de la quantité de force de travail employée comme des profits. Cela est certes contrebalancé par la concurrence que se livrent les constructeurs, surtout en période de récession. Mais dans l'ensemble, malgré de timides évolutions, les chantiers de la capitale paraibanaise continuent, toutes tailles confondues, d'utiliser beaucoup de manœuvres et peu de professionnels.

Dès lors, se met en place toute une casuistique colorée d'intentions « sociales » : le BTP, dit son patronat, est seul capable de résoudre le problème du sous-emploi urbain en absorbant les excédents venus des campagnes, dont les hommes ne savent rien faire d'autre que terrasser et charrier. C'est sur cette base qu'il négocie explicitement avec l'État la réactivation constante des marchés publics, les facilités bancaires et commerciales, ainsi que la non-intervention en matière de droit du travail. Et c'est à cette base qu'adhère l'image du manœuvre, migrant, ignorant et sans ambition. L'emploi qui lui est offert se présente alors comme un service qu'on lui rend, et qu'il ne mérite pas : que tombe cet élément symbolique, et c'est alors l'édifice qui est menacé.

Héritée des théories de la marginalité, la thèse tiers-mondiste des excédents structurels de main-d'œuvre vient à point nommé apporter un renfort « progressiste » à cette vision. Et, fermant cette boucle idéologique, privés de nombreux droits, habitués par une relation sociale paternaliste à se soumettre à une telle logique, les ouvriers, migrants ou non, semblent confirmer par maints comportements ce raisonnement pernicieux qui a son équivalent dans tous les pays dont la prospérité se fonde sur l'absorption d'une immigration de travail.

Un tel schéma a fonctionné à plein rendement pendant toute la période, particulièrement fructueuse, où le bâtiment *peessoense* se nourrissait d'importants transferts du budget fédéral. Schéma rigoureusement incompatible avec la constitution d'une classe d'ouvriers natifs, fixés en ville, qualifiés et compétents. Certains employeurs n'en font pas mystère, quand ils énoncent :

« Je préfère les gens de l'intérieur. Ils sont plus disponibles et moins exigeants. Comparé à ce qu'ils ont chez eux, ce qu'on leur donne est toujours assez pour eux. »

C'est cette image de marque qui continue, globalement, d'agir dans les relations quotidiennes au sein du secteur, ainsi que dans l'imaginaire collectif de la cité.

Les conditions ont néanmoins quelque peu changé, particulièrement depuis le milieu des années quatre-vingt, qui a annoncé la fin de la dictature et une conjoncture économique plus incertaine. Ironiquement, le discours sur le « migrant » reste formellement semblable, mais son incapacité supposée est à présent davantage invoquée comme un frein au développement que, comme antérieurement, un facteur de croissance. Si, auparavant, l'on disait volontiers que la construction était dynamique parce que la main-d'œuvre ne manquait pas, on dit maintenant que le manque de travailleurs qualifiés fait obstacle à la relance et à la modernisation du bâtiment : ce glissement n'est pas sans nous rappeler celui qui a eu lieu en France, avec 1974 pour date charnière (CAMPINOS-DUBERNET, 1985 ; TERTRE, 1989).

Le phénomène, commencé dans les métropoles sudistes après le plus fort de la crise (vers 1985), s'observe à présent dans la capitale paraibanaise : confrontées à un recul des commandes publiques, à la concurrence d'une multitude de sous-traitants qui fonctionnent toujours à l'ancienne et à une évolution des produits, des firmes de plus en plus nombreuses se plaignent de ne pas trouver dans la main-d'œuvre locale assez d'ouvriers qualifiés. Mais cela se combine avec le maintien d'une situation statutaire et salariale, ainsi qu'à des habitudes en matière d'organisation de la production extrêmement peu favorables à des changements structurels dans la main-d'œuvre.

Il est à craindre que la précarité attachée à la condition de travailleur « migrant » du BTP s'en trouve renforcée.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBERTIN (C.) et PELUSO (M. L.), 1990 — Du symbole au lot semi-urbanisé. Les politiques de l'habitat dans le District fédéral, *Cah. Sci. Hum.* 26 (4) : 731-747.
- BAILBY (E.), 1992 — Bebedouro, où les oranges ont un parfum de prospérité, *Le Monde diplomatique*, fév. : 16-17.
- CAMPINOS-DUBERNET (M.), 1985 — « La rationalisation du travail dans le BTP : des avatars du taylorisme orthodoxe au néo-taylorisme », in MONTMOLLIN et PASTRÉ (éd.), 1985 : 211-226.
- FONTAINE (J.-M.), 1987 — Campagnes, bidonvilles et Banque mondiale au Kenya, *Politique africaine*, n° 26 : 92-101.
- HANNERZ (U.), 1983 — *Explorer la ville*, Paris, Éditions de Minuit.
- LAUTIER (B.), MIRAS (C. de) et MORICE (A.), 1991 — *L'État et l'informel*, Paris, L'Harmattan.
- MENEZES (M. A. de), 1985 — *Da Paraíba pra São Paulo e de São Paulo pra Paraíba (Migração, família e reprodução da força de trabalho)*, Campina Grande, université fédérale de la Paraíba, *multigr.*
- MONTMOLLIN (M. de) et PASTRÉ (éd.), 1985 — *Le taylorisme*, Paris, La Découverte.
- MORICE (A.), 1989 — Évolution du marché immobilier et propension à la rotation de la main-d'œuvre : exemple de la construction à João Pessoa (Paraíba, Brésil), *Pratiques sociales et travail en milieu urbain, Les cahiers*, n° 10 : 37-59.
- MORICE (A.), 1991 — « Les maîtres de l'informel », in LAUTIER *et al.*, 1991 : 143-208.
- MORICE (A.), 1992 — Les « pions » du bâtiment au Brésil. Quand le capital se fait rebelle au salariat, *Genèses*, n° 7 : 5-32.
- NIANGUIRY (K.), 1986 — *Contribution à la connaissance de la migration « soninké » en France*, Saint-Denis, université de Paris-VIII, *multigr.*
- NOIRIEL (G.), 1988 — *Le creuset français : Histoire de l'immigration. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil.
- SOUSA (N. H. de), 1983 — *Os construtores de Brasília. Estudo de operários e sua participação política*, Petrópolis, Vozes.
- STRETTON (A.), 1983 — Migration circulaire, cloisonnement du marché de l'emploi et efficience : l'industrie du bâtiment à Manille et à Port-Moresby, *Revue internationale du Travail*, vol. 122 (5) : 673-691.
- TERTRE (C. du), 1989 — Les déterminants de la productivité dans le bâtiment, *Travail*, n° 16 : 6-13.
- VARGAS (N.), 1989 — L'organisation du travail dans la construction brésilienne : mutations récentes, *Pratiques sociales et travail en milieu urbain, Les cahiers*, n° 10 : 11-35.
- VASCONCELLOS (M.), 1992 — *Les migrants à São Paulo dans le bâtiment : mythes et réalités*, Saint-Denis, université de Paris-VIII - Ifef, *multigr.*